

Appel solennel au gouvernement français suite à la catastrophe nucléaire au Japon

mars 2011

Le Réseau "Sortir du nucléaire" coordonne cet appel signé par 67 associations (dont Adéquations), syndicats et partis politiques. Un rassemblement a eu lieu le dimanche 20 mars devant l'Assemblée nationale à Paris.

NUCLÉAIRE : NOUS VOULONS AVOIR le CHOIX !

Appel solennel au gouvernement français suite à la catastrophe nucléaire au Japon

Liste des 67 organisations nationales signataires :

ACDN, Adéquations, Agir pour l'environnement, Alliance Écologiste Indépendante, Alternativa Verda, Association des communistes unitaires, Associació Una Sola Terra, Association pour le Contrat Mondial de l'Eau, Attac, Bâtir Sain, Bizi, CAP 21, CNIID, Confédération paysanne, Coordination Nationale Médicale Santé Environnement, Dia de la Terra, Droit au soleil pour chaque habitat , Ecologie et Démocratie, Ecologistas en Accion, Editions Yves Michel, Els Verds - Alternativa Verda, Enfants Tchernobyl Bélarus, Espoirs pour les jeunes, Europe Écologie Les Verts, Europe solidaire sans frontières, Eurosolar España, Fédération des Associations de Locataires Citoyens, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique, Fédération Nature et Progrès, Fac Verte, Fédération Sud Étudiant, Fédération Sud Rail, Fondation Sciences Citoyennes, France Libertés, Fraternité Citoyenne, Gauche Unitaire, Générations Futures, Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire, Grup de Científics i Tècnics per un Futur No Nuclear, Imagine 2012, Informations pour la Défense des Animaux et de l'Environnement, Informations sans Frontières, L'école émancipée, Les Alternatifs, Les Amis de la Terre, Les guides de la Nature de la Vie et de la Santé, Les jeunes écologistes, Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, Mouvement Citerrien, Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti de Gauche, Parti Pour La Décroissance, Partit Occitan, Réseau Action Climat, Réseau Euro-méditerranéen Social Ecologique Démocratique Altermondialiste, Réseau Sortir du nucléaire, Résistance à l'Agression Publicitaire, Révolutionnaires, Union syndicale Solidaires, Utopia, Union Démocratique Bretonne, Women in Europe for a Common Future, WWF France.

Le peuple japonais affronte actuellement une tragédie sans précédent. Une catastrophe naturelle, avec des conséquences humaines, sanitaires et économiques. Et une catastrophe nucléaire majeure.

A ce jour, trois fusions partielles de cœurs, deux incendies de combustible usé et cinq explosions d'hydrogène sont survenues dans la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, qui depuis le séisme et le tsunami du 11 mars dernier, relâche des quantités colossales de radioactivité dans l'air et l'environnement. Une fusion totale des cœurs, voire une explosion avec une grande quantité de rejets radioactifs, n'est pas à exclure. Malgré une communication d'informations parcellaires ou contradictoires, nous pressentons que nous sommes face à une situation d'une gravité sans précédent.

La situation au Japon est d'ores et déjà alarmante et s'aggrave d'heure en heure. Des centaines de travailleurs japonais sacrifient actuellement leur vie pour tenter d'éviter que le pire ne se produise.

Alors même que la catastrophe est en cours, des quantités massives de substances radioactives ont été libérées dans l'atmosphère et l'océan. Des taux de radioactivité plusieurs centaines de fois supérieurs à la normale sont déjà mesurés à plus de 100 km de la centrale de Fukushima. C'est une vaste région du Japon qui subit à l'heure actuelle une contamination radioactive qui pourrait se propager à tout le pays, voire au-delà.

Nous, associations, syndicats et partis politiques, exprimons toute notre solidarité au peuple japonais et en premier lieu aux travailleurs du nucléaire qui tentent d'éviter le pire au péril de leur vie.

Cette situation alarmante nous rappelle que le nucléaire est une énergie qui n'est ni propre, ni sûre, ni à même de répondre au défi majeur du changement climatique, et qu'il soumet les populations et les travailleurs à des risques insensés, d'un bout à l'autre de la filière. Plus encore lorsque les centrales sont vieillissantes : au Japon, le réacteur n°1 de Fukushima Daiichi devait être arrêté définitivement le mois dernier, mais la prolongation de son fonctionnement pendant 10 ans venait d'être décidée... Quel choix tragique !

Ce nouvel accident nucléaire majeur met à nouveau à jour les risques inhérents à toute installation nucléaire et met à mal de façon définitive et indéniable le mythe de la sûreté et de la sécurité du nucléaire.

L'impuissance dramatique de l'homme face à l'emballement des réacteurs au Japon a provoqué la remise en question immédiate du nucléaire dans plusieurs pays (Allemagne, Suisse, Inde, États-Unis...)

En France, la politique énergétique a toujours échappé au débat démocratique, et plus particulièrement le développement de la filière électronucléaire. Les décisions sont prises au plus haut niveau de l'État, sans que les citoyens ne soient jamais consultés, alors que cette question concerne pourtant l'avenir de la population tout entière.

Sera-t-il nécessaire d'attendre un nouvel accident nucléaire pour que les autorités françaises organisent enfin un réel débat sur le modèle énergétique français en toute indépendance de l'industrie nucléaire et de son lobby ?

Pour faire face à la pénurie croissante des ressources fossiles, aux risques inacceptables du nucléaire, et à la nécessité de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, les solutions alternatives existent, aujourd'hui. Elles s'appuient sur la réduction de nos consommations, par la sobriété et l'efficacité énergétique, et sur le développement des énergies renouvelables. Cette transition énergétique est inéluctable, ses modalités et sa planification nécessitent la tenue d'un grand débat démocratique et citoyen.

Le Président Sarkozy a annoncé que la France devait tirer les conséquences de l'accident japonais. Nous prenons aujourd'hui sa déclaration au mot.

NUCLÉAIRE : NOUS VOULONS AVOIR LE CHOIX !

Nous, associations, syndicats et partis politiques, adressons solennellement ces demandes communes au gouvernement français :

Nous voulons :

- L'arrêt de tous les projets électronucléaires en cours (EPR de Flamanville, ligne THT Cotentin-Maine, EPR de Penly, ITER, Bure et projets de centres de stockage des déchets nucléaires issus de la filière électronucléaire...) tant que les citoyens n'auront pas été en mesure de se prononcer démocratiquement

sur notre politique énergétique et sur le recours à l'énergie nucléaire, y compris si nécessaire par un référendum

- Le renoncement à la prolongation de l'exploitation des réacteurs ayant atteint ou dépassé les 30 ans de fonctionnement

- L'arrêt complet de tous les projets portés à l'étranger par l'industrie nucléaire française

Parce que la situation au Japon exige de ne pas se taire sur le drame que ce pays subit et sur la menace permanente que l'industrie nucléaire fait peser sur les peuples, au Japon comme en France :

Nous appelons tou-te-s les citoyen-ne-s à manifester leur solidarité avec le peuple japonais et à se réapproprier la question du recours au nucléaire et de la politique énergétique, en organisant des rassemblements dans toutes les villes de France ce dimanche 20 mars 2011 à 15h.

Nous appelons également tous les citoyen-ne-s, associations, partis politiques, syndicats, artistes et personnalités à rejoindre un GRAND RASSEMBLEMENT à Paris ce même jour, dimanche 20 mars 2011, à 15 h devant l'Assemblée Nationale (Métro Assemblée nationale - Ligne 12).

Pour plus d'info et pour signer l'appel :

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/Appel-solennel-signer-par-67>

Communiqué précédent, du 15 mars 2011 :

Le Réseau "Sortir du nucléaire" exige la fermeture immédiate des 16 réacteurs nucléaires français les plus âgés et un plan de sortie du nucléaire.

Quatre accidents nucléaires majeurs au Japon provoquent actuellement des rejets massifs de radioactivité [1]. **Ces catastrophes nucléaires en chaîne démontrent que les risques nucléaires ne se maîtrisent pas.** L'Allemagne vient d'en tirer une leçon immédiate : la chancelière allemande a annoncé la fermeture dès demain et pour trois mois de tous les réacteurs nucléaires allemands mise en service depuis plus de 30 ans [2].

Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle les Français à se méfier des propos rassurants de l'exécutif français sur le triple accident nucléaire majeur en cours : l'Etat français a délibérément menti sur les retombées radioactives de l'accident de Tchernobyl en France en 1986, privilégiant les intérêts économiques de son industrie nucléaire au détriment de la santé des Français [3]

Apparemment inconscient de la catastrophe nucléaire au Japon, le Président français martèle sans aucune concertation : « évidemment pas question de sortir du nucléaire » [4]. Ses propos démontrent ce que les écologistes affirment depuis 50 ans : l'industrie nucléaire est totalement incompatible avec la démocratie.

Doit-on attendre qu'un réacteur explose en France pour sortir du nucléaire ? Doit-on attendre que des millions de Français soient contaminés et malades ? Combien de temps allons-nous accepter que des gouvernements de passage nous imposent un péril nucléaire permanent ?

"Monsieur le Président, c'est aux Français de décider si la France doit sortir du nucléaire", déclare

François Mativet, porte-parole du Réseau "Sortir du nucléaire". **Comme en Allemagne, le Réseau "Sortir du nucléaire" exige la fermeture immédiate des 16 réacteurs nucléaires en service depuis plus de 30 ans en France et un plan de sortie du nucléaire.**

La sortie du nucléaire n'est pas un problème technique mais une question de volonté politique. Des alternatives existent et créeront des centaines de milliers d'emplois : l'Espagne a produit en 2010 40 % de son électricité avec des renouvelables. Un développement ambitieux de l'éolien maritime permettrait à la France de produire autant d'électricité qu'elle en consomme [5]. Le potentiel d'économies d'énergie en France permettrait de fermer 27 réacteurs nucléaires d'ici 5 ans [6].

Liste des 16 réacteurs nucléaires connectés au réseau depuis plus de 30 ans :

Fessenheim 1 (1977), Fessenheim 2 (1977), Bugey 2 (1978), Bugey 3 (1978), Bugey 4 (1979), Bugey 5 (1979), Tricastin 1 (1980), Tricastin 2 (1980), Tricastin 3 (1981) Gravelines 1 (1980), Gravelines 2 (1980), Gravelines 3 (1980), Dampierre 1 (1980), Dampierre 2 (1980), Dampierre 3 (1981), Saint-Laurent B1 (1981).

Communiqué publié à l'adresse

<http://www.sortirdunucleaire.org/actualites/communiqués/affiche.php?aff=772>

Notes

[1] Les trois coeurs des réacteurs nucléaires n°1,2 et 3 de la centrale de Fukushima Daiichi sont entrés en fusion et ont tous subi des explosions d'hydrogène. Un réservoir solidaire de la cuve du réacteur n°2 a subi des dommages qui remettent en cause le confinement du combustible extrêmement radioactif, un incendie a fait rage dans une piscine de désactivation des combustibles usés extrêmement radioactifs du réacteur n°4. A la centrale accidentée, la dose de radioactivité a atteint 400 mSv/h, soit une dose mortelle pour l'homme en 12 heures d'exposition. Un nuage radioactif a déjà touché la ville de Tokyo.

[2] Dépêche AFP 15/03/2011 "Merkel annonce la fermeture provisoire de 7 réacteurs"

[3] « Les preuves du mensonge », Corinne Castanier, CRIIRAD , voir [ici](#).

[4] Dépêche AFP 14.03.11 Sarkozy : "pas question de sortir du nucléaire"

[5] Les cabinets Garrad Hassan et Germanischer Lloyd évaluent le potentiel éolien offshore (maritime) français 477 TWh/an (440 pour l'Atlantique et la Manche, 37 pour la Méditerranée) : Study of Offshore Wind Energy in the EC, Windtest, 1995 (Joule 1 Project).

[6] Voir [l'étude sur des sorties du nucléaire en 5 ou 10 ans](#).